

Washington, coach civilisationnel de l'Europe ?

Amélie Jaques-Apke | 12 juin 2026 | ARTICLES



À rebours de ses discours originels, le mouvement Make America Great Again (MAGA) cherche désormais activement à remodeler l'Europe de l'intérieur en tirant parti des dépendances sécuritaires, des réseaux d'influence et des fractures sociales européennes pour promouvoir un projet politique illibéral, nationaliste et « civilisationnel » aligné sur la droite radicale américaine. En juin 2026, [le signal devient limpide](#) : le Bureau de la démocratie du Département d'État annonce qu'il s'apprête à allouer une partie de son « Democracy Fund » de 205 millions de dollars, qu'il lui faut engager avant septembre 2026, au façonnage de la politique intérieure européenne. À la tête de cet organe, Samuel Samson, 27 ans, est l'auteur d'un [essai publié sous les auspices de son administration](#) qui décrit l'Europe comme un « foyer de censure numérique et de migration de masse ».

Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, la politique européenne ressemble à une succession de montagnes russes. La semaine précédant les élections hongroises d'avril 2026, le vice-président américain James D. Vance [s'était rendu à Budapest](#) pour « aider » Viktor Orbán à gagner, tandis que Donald Trump [promettait sur Truth Social](#) de déployer « toute la puissance économique des États-Unis » en échange de sa réélection. L'ingérence est ouverte, assumée et révélatrice d'un tournant amorcé deux mois plus tôt à Munich.

Lors de l'édition 2026 de la Conférence de Munich sur la sécurité, les dirigeants européens s'attendaient au pire. Ils assistèrent en fait à un [discours du secrétaire d'État Marco Rubio](#) qui appelait à l'unité, à la coopération morale, plein de formules rassurantes selon lesquelles [« nous faisons partie du même monde »](#). Cette apparente diplomatie [masquait en réalité](#) la continuité d'une stratégie d'ingérence assumée. Ce que la Hongrie a révélé au grand jour, [Munich l'avait caché sous un velours diplomatique](#) : à l'approche des élections de mi-mandat en novembre 2026, la politique étrangère américaine est devenue une guerre idéologique menée au sein de l'Union européenne (UE) en pleine campagne électorale.

En Hongrie, J. D. Vance a reformulé le même cadrage populiste opposant les bureaucrates bruxellois au peuple souverain : « Ce que les États-Unis et la Hongrie représentent ensemble sous la direction de Viktor [Orbán] et du président Trump, c'est la défense de la [civilisation occidentale](#). » Appelant les Hongrois à voter pour Viktor Orbán, il a scandé depuis la scène : « Allez-vous vous opposer aux bureaucrates de Bruxelles ? Allez-vous défendre la souveraineté et la démocratie ? Allez-vous défendre la

civilisation occidentale ? La liberté, la vérité et le Dieu de nos pères ? ». L'invocation de « nos pères » et d'une civilisation partagée révèle le cadrage ethnoracial de la politique américaine : l'appartenance politique définie par l'héritage et l'identité nationale plutôt que par la citoyenneté et les valeurs démocratiques. C'était une invitation idéologique, républicaine et conservatrice de la droite radicale américaine, inscrite dans la [Stratégie de sécurité nationale 2025 \(National Security Strategy, NSS\)](#), la [doctrine Donroe](#) et la diplomatie officielle du Département d'État, pour inviter les Européens à se faire prendre dans un nouveau piège. La doctrine Donroe, le corollaire de Donald Trump à la doctrine Monroe annoncé en décembre 2025, étend cette dernière au-delà du seul hémisphère occidental, transformant les régions d'influence en chasses gardées géo-économiques et appliquant explicitement ce cadre à l'Europe. Les implications de ce piège méritent un examen bien plus approfondi que les premières analyses ne l'ont permis.

Du document stratégique à une doctrine idéologique de domination

La [NSS de l'administration Trump](#) avait déjà signalé une orientation idéologique impérialiste et identitaire de la droite radicale. Rompant avec le langage bipartisan de la compétition entre grandes puissances avec la Russie et la République populaire de Chine (RPC), la stratégie embrasse une doctrine Monroe rénovée, structurée autour d'équilibres régionaux de puissance. Pour l'Europe, le message y était sans ambiguïté : « Notre objectif devrait être d'aider l'Europe [...] en cultivant la résistance à la trajectoire actuelle de l'Europe au sein même des nations européennes. » Le document caractérisait l'UE comme souffrant d'une « perte des identités nationales et de confiance en soi », présentait la migration comme une menace pour la cohésion sociale et traitait la régulation de la liberté d'expression comme une forme de censure élitiste.

La NSS ne fait donc pas qu'appeler au partage du fardeau militaire, mais offre un alignement idéologique, qui dépasse le seul cadrage civilisationnel et implique l'adoption d'une politique migratoire restrictive, le rejet des régulations numériques européennes (le [règlement sur les services numériques](#) – DSA – et le [règlement sur les marchés numériques](#) – DMA) au nom de la liberté d'expression, l'abandon des engagements climatiques, la marginalisation de la gouvernance supranationale au profit de la souveraineté nationale, la levée du cordon sanitaire contre les partis d'extrême droite, le réalignement géopolitique vis-à-vis de la Russie au détriment du soutien à l'Ukraine, ou encore la promotion de politiques natalistes et familiales conservatrices contre les avancées en matière de droits reproductifs et LGBTQI+, autant de positions que la NSS érige explicitement en conditions d'un partenariat renouvelé.

Pourtant, [comme le soulignent Francis Fukuyama](#) et de nombreux analystes depuis la guerre engagée contre l'Iran, il n'existe pas de « doctrine Trump » cohérente, mais cette incohérence stratégique n'empêche toutefois pas la consistance idéologique. En janvier 2026, un mémo du Département d'État révélé par le *New York Times* [formalisait l'objectif](#) de « reconstruire l'alliance civilisationnelle » avec les États européens « infectés par le dogme néolibéral de l'après-guerre froide », instruisant les diplomates de condamner les restrictions à la liberté d'expression et de traiter la migration comme une « menace aux valeurs civilisationnelles ».

Ce qui émerge n'est plus un simple désaccord transatlantique, mais une interdépendance prédatrice : l'exploitation systématique des dépendances européennes en matière de sécurité, de régulation et d'information comme instruments de coercition. Lorsque les alliés européens ont refusé de participer à la guerre contre l'Iran, Donald Trump a menacé de retirer les États-Unis de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), déclarant que les Européens « n'ont pas été des amis quand nous avions besoin d'eux ». Le *Wall Street Journal* a [rapporté que l'administration envisageait de déplacer des bases militaires](#) américaines des pays jugés « peu coopératifs ». Cette stratégie combine populisme radical, rhétorique révisionniste territoriale (du Groenland au Venezuela, en passant par l'Iran et le canal de Panama), manipulation informationnelle à la fois domestique et étrangère, instrumentalisation des plateformes numériques, engagements sécuritaires conditionnels et réorientation des financements de la société civile pour remodeler l'autonomie stratégique européenne aux conditions américaines. L'Europe fait ainsi face à un nouveau « dilemme informationnel de sécurité » : les opérations américaines érodent la capacité politique intérieure des États membres de l'UE plus vite que ces gouvernements ne parviennent à construire des [capacités autonomes pour les remplacer](#).

Le marchandage civilisationnel

Revenons au [discours de Marco Rubio](#) en février 2026 : il y décrit l'Europe et les États-Unis comme liés par les « liens les plus profonds que des nations puissent partager, forgés par des siècles d'histoire commune, de foi chrétienne, de culture, d'héritage, de langue, d'ascendance ». Il a cadré la relation transatlantique non pas comme une alliance stratégique de démocraties, mais comme une parenté entre membres d'une même civilisation. Selon le secrétaire d'État, les armées ne défendent pas des abstractions, mais la nation, le peuple et un mode de vie spécifique. La question fondamentale de la politique de sécurité, dans cette optique, n'est pas de savoir comment dissuader les adversaires ou défendre le droit international, mais de déterminer ce que nous défendons : la réponse est une civilisation ethnoculturelle et non un ensemble de principes politiques.

Les absences étaient tout aussi éloquentes. La Russie, qui mène la plus grande guerre terrestre en Europe depuis 1945, n'a pas été mentionnée ; l'Ukraine n'a fait l'objet d'aucun hommage ; la démocratie et l'État de droit ont été subordonnés à l'héritage et à la foi. Quant à l'Europe de l'Est, à peine évoquée, son exclusion implicite de la « civilisation occidentale » idéalisée par Marco Rubio s'est confirmée dans son itinéraire post-Munich, de Bratislava à Budapest, deux capitales dirigées par des populistes bienveillants envers Moscou.

Le message, dépouillé de son emballage diplomatique, est le suivant : les États-Unis défendront une Europe qui ressemble à ce que la mouvance MAGA veut qu'elle soit : souveraine, chrétienne, culturellement homogène et méfiante envers la gouvernance supranationale, mais dont la souveraineté retrouvée reste en pratique conditionnée au bon vouloir de Washington, comme l'illustrent la [récente visite de diplomates américains](#) à la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) française dans le but de trouver des éléments critiquant la condamnation de Marine Le Pen ; les [interdictions de visa contre les régulateurs européens](#) ; et le [retrait militaire de l'Europe](#). Dans cette perspective, les institutions européennes, l'engagement en faveur du pluralisme et les cadres réglementaires ne sont pas des actifs à protéger, mais des obstacles à réformer.

De la rhétorique à l'infrastructure de la guerre idéologique : les *pipelines* d'interférence MAGA

La situation est déjà suffisamment alarmante au vu des multiples dépendances stratégiques des pays européens vis-à-vis des États-Unis en matière de commerce, de sécurité et de défense ; mais le cadrage civilisationnel que Marco Rubio articule est d'ores et déjà adossé à une infrastructure institutionnelle et financière concrète, conçue pour implanter durablement des réseaux favorables au mouvement MAGA à travers l'Europe.

Le 6 février 2026, une semaine avant que le secrétaire d'État ne monte à la tribune bavaroise, le [Financial Times](#) révélait que le Département d'État américain se préparait à financer des *think tanks* et des organisations caritatives alignés sur le mouvement MAGA à travers l'Europe, afin de promouvoir ce qu'il appelle les « valeurs américaines » et de contester les menaces perçues à la liberté d'expression. Dès décembre 2025, Sarah Rogers, sous-secrétaire d'État, a effectué une tournée dans quatre capitales européennes (Londres, Paris, Berlin et Bruxelles), baptisée « Freedom of Speech Tour », au cours de laquelle elle a rencontré des *think tanks* conservateurs et des figures de Reform UK pour discuter de l'alignement idéologique et de l'attribution de subventions. [L'initiative serait liée](#) aux célébrations du 250^e anniversaire de l'indépendance américaine prévues en juillet 2026.

Il ne s'agit pas d'un effort ponctuel, mais d'une opérationnalisation de l'objectif explicitement formulé dans la NSS et [d'autres documents officiels du Département d'État](#) : cultiver au sein des nations européennes la résistance à la trajectoire actuelle du Vieux Continent, [ce qui s'apparente à une ingérence institutionnalisée, financée par l'argent du contribuable américain](#).

Les [think tanks de l'ultradroite américaine](#) qui ont façonné l'agenda domestique de l'administration Trump – la Heritage Foundation, architecte du « Project 2025 », le Center for Renewing America, le Heartland Institute – bâtissent déjà activement des réseaux à travers l'Europe, qui ne sont plus au stade de connexions informelles. Il s'agit d'une [infrastructure en déploiement](#), avec des antennes, des financements et des relais politiques dans plusieurs pays européens. Ce qu'on en sait aujourd'hui, c'est qu'au moins quatre structures alignées sur le mouvement MAGA ont émergé ou se sont renforcées au Royaume-Uni depuis fin 2024 : Heartland London, le Centre for a Better Britain, la Free Speech Union et l'Alliance for Responsible Citizenship. En Europe centrale, le Mathias Corvinus Collegium (MCC) hongrois étend son influence jusqu'à Bruxelles, où il a ouvert un bureau afin d'y peser sur les institutions de l'UE.

Au Royaume-Uni, le [Heartland Institute](#) a ouvert une organisation sœur à Londres fin 2024, avec Nigel Farage comme invité d'honneur, afin de diffuser ses positions climatosceptiques dans les débats politiques européens et de conseiller directement Reform UK. Le nouveau *think tank* lié au parti, le [Centre for a Better Britain](#), a été fondé par James Orr, proche du vice-président Vance et désormais conseiller senior de Nigel Farage, et chercherait à lever des millions auprès de donateurs trumpistes. La [Free Speech Union, autre structure alliée du mouvement MAGA](#), est venue compléter cet écosystème en Angleterre. Et c'est à Londres que l'[Alliance for Responsible Citizenship](#), réseau de droite radicale animé par Jordan Peterson, devenu une plateforme clé de connexion entre figures MAGA et responsables d'extrême droite européens, prévoit sa prochaine conférence à l'été 2026.

En France, le *think tank* Western Arc, aligné sur la mouvance MAGA, a également vu le jour. Mais l'ingérence [dépasse les réseaux d'influence](#) : Magali Lafourcade, secrétaire générale de la CNCDH, a [décrit une réunion](#) au cours de laquelle Samuel Samson et d'autres responsables américains ont qualifié la condamnation de Marine Le Pen de « répression politique ». L'administration américaine [a également tenté](#) d'alimenter la polarisation en présentant le mort de Quentin Deranque comme un acte de « terrorisme de la gauche radicale » et [aurait envisagé des sanctions contre les magistrats français dès mars 2025](#). Ces relais

[existent jusqu'au Parlement européen](#), où Jordan Bardella [a invité](#) des responsables trumpistes à dénoncer la « censure » de l'UE quelques jours avant la Conférence de Munich.

Le schéma est partout le même : des *think tanks* qui structurent l'idéologie, des réseaux de financement qui l'acheminent et des relais politiques européens qui la traduisent en action parlementaire et médiatique. Les connexions ne sont [plus seulement idéologiques](#) ; elles sont personnelles, institutionnelles et désormais régulières.

Selon Marco Rubio, les États-Unis poursuivent le « renouveau et la restauration » et sont prêts, si nécessaire, à avancer seuls sur ce projet. Le discours de Munich n'était qu'une vitrine. L'arrière-boutique, elle, est déjà opérationnelle et les prochaines échéances électorales européennes lui laissent tout le temps nécessaire pour mettre ce projet en œuvre.

L'Europe rejoue le moment « pré-Trump » des États-Unis

L'Europe d'aujourd'hui ressemble de plus en plus aux États-Unis des années qui ont précédé l'ascension de Donald Trump : une convergence de défiance institutionnelle et économique, une anxiété généralisée – que les développements politiques actuels ne font qu'alimenter – et des conflits culturels qui créent un terrain fertile pour une politique populiste radicale antisystème. Si la majorité des mouvements d'extrême droite européens se définissent désormais comme explicitement anti-Trump, voire anti-américains, les conditions structurelles de leur succès et les méthodes politiques qu'ils déploient reflètent étroitement la trajectoire MAGA. Le discours de Marco Rubio à Munich doit être compris comme la tentative de Washington d'exploiter ces dynamiques, non pour honorer l'identité d'une Europe ancienne, mais pour la remodeler par [une pression médiatique et financière](#).

Stress institutionnel et frictions démocratiques

L'Europe affronte simultanément de multiples crises. Or, la course à la sécurité et à la défense masque un angle mort. À travers le continent, la confiance dans les institutions politiques s'est érodée de manière continue. La fragmentation parlementaire, les coalitions gouvernementales instables et les impasses électorales répétées ont renforcé la perception d'une paralysie des élites. Comme aux États-Unis avant 2016, la démocratie procédurale apparaît de plus en plus incapable de produire des résultats décisifs, permettant aux acteurs populistes radicaux de se présenter comme la seule force capable de rompre avec le *statu quo*. Le [rapport V-Dem 2026 \(« Unraveling the Democratic Era? »\)](#) identifie six des dix nouveaux pays en recul démocratique en Europe et en Amérique du Nord, dont l'Italie et le Royaume-Uni, tandis que le [rapport V-Dem 2025](#) situait le niveau de démocratie en Europe occidentale et en Amérique du Nord à son plus bas depuis 1983.

Au Parlement européen, le Parti populaire européen (PPE) a [rompu avec ses alliés centristes](#) pour créer un groupe de travail de surveillance du financement des organisations non gouvernementales (ONG), et ce, malgré [l'absence de toute irrégularité](#) constatée par la Commission et la Cour des comptes européennes. Les résultats des [subventions de fonctionnement du programme « Citoyens, égalité, droits et valeurs »](#) (CERV) pour 2026-2028 confirment la tendance : les *think tanks* sont de plus en plus relégués dans les financements européens, au moment même où les fondations proches du mouvement MAGA investissent massivement le continent.

Le paradoxe est frappant : les gouvernements européens demandent à leurs citoyens d'accepter des dépenses de défense sans précédent, mais sans investir dans la communication stratégique nécessaire pour expliquer comment ces sacrifices s'articulent avec la protection des conditions de vie ou ce que l'Europe défend au-delà de ses frontières. En l'absence de ce récit, le vide narratif est comblé par ceux qui, de l'intérieur comme de l'extérieur, proposent une réponse plus simple : la civilisation plutôt que la démocratie libérale.

Dès le début de cette année 2026, Donald Trump a menacé de représailles tarifaires pouvant atteindre 200 milliards de dollars étasuniens si Bruxelles maintenait ses régulations numériques ; un « [chantage](#) », selon la commissaire Teresa Ribera, qui a déclaré le cadre réglementaire européen « non négociable ». Les cadres réglementaires européens sur le numérique, le DSA pour la modération des contenus et le DMA pour la concurrence entre plateformes, [sont ouvertement ciblés](#) par Washington, et cela depuis que Donald Trump a pris le pouvoir. Le [Congrès républicain a publié un rapport](#) qualifiant le DSA de « menace étrangère de censure » contre la liberté d'expression américaine et, en décembre 2025, le secrétaire d'État Rubio est passé à l'acte en refusant d'accorder des visas à cinq Européens, dont l'ancien commissaire Thierry Breton, qualifiés d'« activistes radicaux ».

La confrontation s'est depuis intensifiée. L'UE a [infligé à X une amende de 120 millions d'euros](#) en décembre 2025, la première sous le DSA, à laquelle Elon Musk a répondu en appelant à l'« abolition » de l'UE. En avril 2026, le dirigeant de X ne s'est [pas présenté devant le parquet de Paris](#), qui l'avait convoqué dans le cadre d'une enquête sur les manipulations algorithmiques de X

visant à interférer dans le débat politique français, ainsi que sur des contenus négationnistes générés par son outil d'intelligence artificielle (IA) Grok et des *deepfakes* pédopornographiques. Le ministère américain de la Justice [a refusé de coopérer](#), qualifiant l'enquête de tentative d'ingérence contre une entreprise protégée par le Premier Amendement.

L'empreinte MAGA au Royaume-Uni s'étend aussi aux infrastructures souveraines : Palantir, cofondé par Peter Thiel (mentor politique de J. D. Vance, principal financier de sa campagne sénatoriale, figure centrale du réseau de donateurs qui a propulsé le mouvement MAGA dans la Silicon Valley et détenteur de plus de 500 millions de livres de contrats publics britanniques dans la santé, la défense et la police) a publié le 19 avril un « [manifeste](#) » en 22 points sur X prônant la surveillance étatique des citoyens par l'IA, la conscription aux États-Unis, les armes autonomes et affirmant que « certaines cultures restent dysfonctionnelles et régressives » ; un cadrage civilisationnel si assumé que des parlementaires britanniques ont exigé la révision de l'ensemble des contrats de l'entreprise avec l'État.

Ces développements ne sont pas des incidents isolés : la NSS de 2025 érige la lutte contre la « censure européenne » en doctrine officielle, transformant chaque action réglementaire de Bruxelles en *casus belli* et offrant à chaque acteur populiste européen hostile aux régulations numériques la caution de Washington.

Pressions économiques comme accélérateurs politiques

L'[inflation](#), la [baisse des salaires réels](#), les [pénuries de logements](#) et l'exposition inégale à la mondialisation ont intensifié l'insécurité économique au sein de l'UE, en particulier en dehors des grandes métropoles. Si les [indicateurs macroéconomiques peuvent suggérer une certaine résilience](#), l'expérience vécue raconte une tout autre histoire pour de larges pans de la population. Par exemple, dans l'UE, les [prix de l'immobilier ont bondi de 53 % entre 2015 et 2024](#) (jusqu'à 209 % en Hongrie, 135 % en Lituanie et 124 % au Portugal), contraignant désormais 10 % des ménages urbains à consacrer plus de 40 % de leur revenu au logement, contre seulement 6,3 % des ménages ruraux. Si la [Banque centrale européenne](#) anticipe un reflux de l'inflation à 2,6 % en 2026 après le pic de 11,5 % en 2022, la résilience macroéconomique affichée masque une fracture territoriale et générationnelle croissante. Lorsque Marco Rubio a déploré à Munich la désindustrialisation et le libre-échange débridé qui avaient éviscé l'industrie manufacturière, ce qu'il a qualifié de « [dangereuse illusion](#) », il parlait un langage qui résonne aussi puissamment dans les zones désindustrialisées du Nord de l'Angleterre, de l'Allemagne de l'Est ou du Sud de l'Italie que dans la Rust Belt américaine. Le fossé entre la performance économique agrégée et la précarité individuelle alimente le ressentiment envers la gouvernance technocratique et la prise de décision supranationale, précisément le ressentiment que les mouvements populistes, entre autres MAGA, ont appris à instrumentaliser.

Dislocation culturelle et politiques identitaires

La recherche en science politique le documente depuis plus d'une décennie : la migration, le changement climatique, les évolutions démographiques et la transformation des normes sociales fonctionnent comme substituts symboliques aux angoisses plus profondes que sont la perte de statut, l'érosion de la cohésion sociale, le sentiment de dépossession du contrôle national. Le populisme autoritaire prospère là où des populations autrefois majoritaires se perçoivent comme menacées par des changements culturels qui remettent en cause leur vision du monde. Lorsque Marco Rubio a [déclaré à Munich](#) que le contrôle des frontières « n'est pas une expression de xénophobie », mais un « acte fondamental de souveraineté nationale » dont l'échec constitue une « menace urgente pour le tissu de nos sociétés et la survie de notre civilisation elle-même », il n'articulait pas seulement une politique américaine.

Il fournissait ainsi un script et l'*imprimatur* de l'État le plus puissant du monde à chaque mouvement populiste européen ayant fait de la migration le pivot de son identité politique, encourageant une mobilisation qui privilégie l'identité au détriment des arbitrages de politiques publiques et la confrontation permanente au détriment du compromis. Ce qui est nouveau – et que le discours de Rubio a rendu indéniable – c'est que les États-Unis considèrent désormais ces vulnérabilités européennes non comme des risques à atténuer, mais comme des leviers pour forger un pacte transatlantique fondé non plus sur la solidarité démocratique, mais sur une identité civilisationnelle partagée.

Autres parallèles à travers l'Europe

Ce schéma se retrouve à travers le continent, avec des variations nationales. En France, la montée du Rassemblement national (RN) repose sur la même fracture entre territoires ruraux et métropoles et sur le même récit de persécution judiciaire : les [poursuites contre Marine Le Pen sont recadrées en acharnement politique](#), comme l'a été le procès de Donald Trump. Le refus de la « repentance » défendu par Marco Rubio à Munich reprend une rhétorique que le RN défend depuis des années. Les sondages placent désormais ce parti en position de gagner la présidence du pays en 2027. En Allemagne, le trajet post-Munich

de Marco Rubio a contourné Berlin pour rejoindre Budapest : ce n'est pas l'Allemagne de la *Zeitenwende* que Washington courtise, mais les marges illibérales du continent. La réception du député d'Alternative für Deutschland (AfD), [Markus Frohnmaier, à Washington](#) en décembre va dans le même sens. En Pologne, le [parti Droit et justice \(PiS\) a perdu le pouvoir](#), mais conserve entre 35 % et 40 % de l'électorat et un écosystème intact, qui entretient des guerres culturelles importées des États-Unis dans un pays partagé entre des camps pro-MAGA et pro-UE. En Italie enfin, Giorgia Meloni a normalisé l'extrême droite au gouvernement et met en place des politiques natalistes, défend la « famille traditionnelle » et favorise une présence active de la Heritage Foundation.



De MAGA à MEGA ?

L'Europe n'a plus le temps de faire un diagnostic erroné de ses propres crises. L'offre du parapluie défensif américain est conditionnée à son acceptation d'une alliance pour préserver un continent plus blanc, plus chrétien et aligné sur les exigences du marché américain. L'élection hongroise d'avril 2026 en a fourni la démonstration la plus crue : le vice-président des États-Unis en campagne à Budapest, le président promettant des récompenses économiques en échange d'un résultat électoral favorable et un appareil médiatique MAGA mobilisé depuis Washington pour soutenir un dirigeant allié. Que cette ingérence ait échoué ne diminue en rien sa gravité : le précédent est posé et il sera répliqué lors des prochaines échéances électorales européennes, notamment en France.

Si les gouvernements européens continuent de répondre défensivement, en rejetant la colère des électeurs comme de l'ignorance, en traitant les guerres culturelles comme indignes d'un engagement sérieux et en se réfugiant derrière le processus technocratique de la sécurité et de la défense, ils perdront. L'expérience américaine devrait clore ce débat. La démocratie libérale ne s'effondre pas parce que ses ennemis sont forts ; elle s'effondre parce que ses défenseurs refusent de s'attaquer aux conditions qui rendent ces ennemis populaires.

La précarité économique et le conflit culturel doivent être traités comme des urgences démocratiques. La légitimité institutionnelle doit être reconstruite par la responsabilité et des résultats visibles et l'infrastructure émergente de coordination illibérale transatlantique doit être traitée avec le même sérieux que l'[UE applique aux opérations d'influence russes ou chinoises](#). L'échec sur l'un de ces fronts alimente les autres.

La haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, [Kaja Kallas, a répliqué](#) lors de la dernière journée de la conférence : « Contrairement à ce que certains peuvent dire, l'Europe woke et décadente ne fait pas face à un effacement civilisationnel. » Or, il reste à savoir si le Vieux Continent est capable d'offrir à ses propres citoyens quelque chose de plus convaincant que la souveraineté européenne tant débattue ou cette nostalgie civilisationnelle que Marco Rubio et son auditoire bien financé au sein des mouvements de droite radicale européens tentent de nous vendre. Si les États de l'UE ne parviennent pas à convaincre leurs propres citoyens que la démocratie libérale leur apporte protection, dignité et capacité d'agir, d'autres, de l'intérieur comme de l'autre côté de l'Atlantique – désormais avec les ressources du Département d'État américain –, se chargeront volontiers de les convaincre du contraire et remodeleront l'Europe en conséquence.

Face à ce qui constitue désormais une stratégie américaine d'influence et d'ingérence politique pouvant, dans certains cas, relever de la [manipulation informationnelle et de l'ingérence étrangère](#) (FIMI dans le vocabulaire de l'UE), les États membres et les institutions européennes doivent adapter leurs capacités de réaction. Cela implique le renforcement des agences de veille et de réponse rapide, mais aussi la pleine mise en œuvre des cadres réglementaires : le [DSA pour la modération des contenus et la transparence algorithmique](#), le [DMA pour limiter le pouvoir de gatekeeping des plateformes](#), et le [Code de conduite renforcé sur la désinformation](#). Or, ces instruments, précisément ceux que Washington qualifie de « censure » et cible par des menaces de représailles tarifaires, sont aujourd'hui les seuls outils dont dispose l'Europe pour protéger son espace informationnel contre une instrumentalisation systématique. Les défendre ne relève pas de la technocratie réglementaire : c'est une condition de survie démocratique.

Alors que J. D. Vance a conclu son discours de Budapest par ces mots : « notre destin commun nous attend », l'Europe doit décider quelle version de ce destin elle est prête à accepter et dans quelle mesure ce destin est déjà en train d'être financé.

Crédits photo : The White House via [Flickr](#).



Amélie Jaques-Apke

Amélie Jaques-Apke ([@Nefertari90](#)) est McCloy Fellow on Global Trends à l'American Council on Germany et Europe Senior Fellow de la Fondation Friedrich-Naumann à Bruxelles. Elle a travaillé ces dernières années à Washington, D.C. (à la School of International Service de l'American University, Columbia University, New York). Docteure en science politique (Université de Salzbourg/American University, Washington, D.C.), elle est spécialiste des menaces hybrides, de la FIMI et de la résilience démocratique, et dispose de plus de dix ans d'expérience transatlantique entre Bruxelles, Berlin, Paris et Washington. Elle est aussi fondatrice du *think tank* Young Security Conference et organise des événements en marge de la Conférence de Munich sur la sécurité depuis six ans.

Comment citer cette publication

Amélie Jaques-Apke, « Washington, coach civilisationnel de l'Europe ? », *Le Rubicon*, vol. 6, 12 juin 2026 [<https://lerubicon.org/washington-coach-civilisationnel-de-leurope/>].

